

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA  
CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES DE LA SICAP S.A**

**AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**GROUPE 5**

**RAPPORT DEFINITIF**

**AOÛT 2015**

## SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité contractante
<b>AGPM</b>	Avis général de passation de marchés
<b>AMI</b>	Appel à manifestations d'intérêts
<b>AOI</b>	Appel d'offres international
<b>AON</b>	Appel d'offres national
<b>AOO</b>	Appel d'offres ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'offres restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de régulation des marchés publics
<b>CM</b>	Commission des marchés
<b>CMP</b>	Code des marchés publics
<b>CPM</b>	Cellule de passation de marchés
<b>DCMP</b>	Direction centrale des marchés publics
<b>DRP</b>	Demande de renseignement et de prix
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>PI</b>	Prestations intellectuelles
<b>PPM</b>	Plan de passation de marchés
<b>PRM</b>	Personne responsable du marché
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest africaine

## **SOMMAIRE**

<b>OPINION DE L'AUDITEUR</b> .....	6
<b>1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES</b> .....	10
1.1 Cadre institutionnel et réglementaire : .....	10
1.2 Les organes chargés de la passation des marchés : .....	12
1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés : .....	12
1.2.2 La Commission des Marchés : .....	12
1.3 Les entités de régulation et de contrôle : .....	12
1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) : .....	12
1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) : .....	13
1.4 Les seuils de passation des marchés : .....	13
1.5 Les modes de passation des marchés : .....	13
1.6 Les procédures de passation des marchés : .....	13
1.7 Les procédures d'approbation des marchés : .....	14
1.8 Les procédures d'exécution du marché : .....	14
1.9 Les rapports périodiques sur les marchés : .....	14
<b>2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE</b> .....	16
2.1 Objectifs de la mission : .....	16
2.2 Méthodologie retenue : .....	17
2.2.1 Collecte préalable des données : .....	17
2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante : .....	18
2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante : .....	19
2.2.4 Constitution de l'échantillon : .....	19
2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus : .....	19
<b>3. Présentation de l'Autorité Contractante</b> : .....	21
3.1 Missions de la SICAP : .....	21
3.2 Services de la SICAP : .....	21
3.3 Réalisations de la SICAP : .....	22
<b>4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</b> .....	24
4.1 La Commission des Marchés (CM) : .....	24
4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) : .....	24
4.3 Production de rapports trimestriels et du rapport annuel .....	24

5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE LA SICAP /	
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :	26
5.1 La Commission des marchés :	26
5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM (Art. 39 du code) :	27
5.3 Besoin de formation :	29
5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :	29
5.5 La Cellule de passation des marchés :	29
5.6 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :	29
5.7 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :	30
5.8 Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés :	30
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L’ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	32
6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :	32
6.2 L’Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :	32
6.3 La Structure d’Audit Interne :	32
6.4 La Comptabilité des Matières :	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
6.5 Tableau de synthèse des marchés passés par l’ARTP et de l’échantillon constitué :	32
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :	35
7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :	35
7.2 Participation du service d’audit interne au contrôle de la passation des marchés :	36
7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
7.4 Reversement à l’ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :	37
7.5 La personne responsable de marchés (PRM) :	38
7.6 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :	38
7.6.1 Echantillon :	38
7.6.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l’entité auditée :	45
7.6.3 Marchés conclus par AOO :	45
7.6.4 Marchés conclus par AOR :	53
7.6.5 Marchés de prestations intellectuelles :	53
7.6.6 Marchés conclus par DRP :	55
7.6.7 Marchés passés par ententes directes :	60
7.6.8 Avenants :	62
7.6.9 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :	62
7.6.10 Marchés ayant fait l’objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l’ARMP :	62

7.6.11	Constats relatifs à l'exécution financière : .....	64
7.6.12	Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) : .....	66
8.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS : .....	68
9.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES : .....	71
10.	STATISTIQUES DES ANOMALIES .....	74
ANNEXES : .....		77
1.1	Liste des marchés de la SICAP exécutés en 2014 .....	77
1.2	Réponses de l'autorité Contractante : .....	79
1.3	Réponses du Cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante : .....	81

**OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la SICAP S.A

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de la SICAP ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par la SICAP et qui se chiffrent à :
  - F. CFA 1 259 025 856 soit 94 % des marchés passés par Appel d'Offres (AO),
  - F. CFA 27 834 361 soit 25 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).
  - F. CFA 7 248 268 soit 100 % des marchés passés par Entente directe (ED)

**Constats à l'issue de nos travaux :**

**1- Au plan institutionnel :**

La SICAP a mis en place les organes de gestion des marchés publics conformément à l'arrêté N° 26.12.2012\*012786 du MEF fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC et l'arrêté N° 26.12. 2012\*012783 du MEF relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM des AC. Ces organes jouent leur rôle globalement. Cependant la CPM doit être plus vigilante pour éviter les quelques manquements notés. A cet effet, elle doit à la suite de chaque audit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations.

## **2- Au plan de la Passation des marchés :**

Au terme de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, les constats suivants ont été faits par la mission :

- Transmission tardive de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP (lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à ARMP) ;
- Transmission tardive du PPM à la DCMP (PPM transmis à DCMP lettre N°020 du 06 janvier 2014) ;
- Il arrive que les directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité ;
- Non respect du délai réglementaire d'approbation du rapport d'évaluation ;
- Non respect du délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation ;
- Non présentation de PV de réception établi par la SICAP (Fourniture d'équipements informatiques) ;
- Informations financières non fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe ;
- Livraison antérieure à la commande.

A la suite des constats notés au cours de la mission, les recommandations suivantes ont été formulées :

- La SICAP doit veiller à faire la transmission de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 5 janvier de l'exercice ;
- La SICAP doit veiller à ce que la transmission du PPM se fasse au plus tard le 1er décembre de l'exercice précédant
- La CPM doit systématiquement assurer le contrôle-qualité des dossiers de passation de marchés ;
- L'approbation doit se faire dans les 3 jours ouvrables qui suivent la date de la décision de la commission des marchés (Art. 84.3 du nouveau code) ;
- La SICAP doit veiller au respect du délai entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation ;
- La SICAP doit veiller à dresser le PV de réception des biens à la suite de chaque réception ;

- Un marché passé par Entente directe doit être payé sur la base des dépenses contrôlées majorées d'un coefficient destiné à couvrir les frais généraux, les impôts et taxes ainsi que la marche bénéficiaire (Art. 18 du code)
- Eviter que la livraison ne soit antérieure à la commande.

**Conclusion de l'auditeur :**


De manière générale, les procédures de passation des marchés pour la gestion 2014 ont été satisfaisantes.

Globalement la SICAP a mis en place les organes de gestion de la commande publique qui ont mis en place un bon système de passation et d'exécution. Cependant la CPM doit être plus vigilante pour éviter les quelques manquements notés.

A cet effet, elle doit à la suite de chaque audit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement**  
**Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY  
Expert comptable - Auditeur  
Membre de l'ONECCA















# **1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

## **1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### **1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :**

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

-  **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
-  **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
-  **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
-  **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
-  **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
-  **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
-  **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
-  **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
-  **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
-  **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
-  **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
-  **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;

- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

## **1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :**

### **1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **1.2.2 La Commission des Marchés :**

**L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

## **1.3 Les entités de régulation et de contrôle :**

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

### **1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :**

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

### **1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### **1.4 Les seuils de passation des marchés :**

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

### **1.5 Les modes de passation des marchés :**

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

### **1.6 Les procédures de passation des marchés :**

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### 1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### 1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### 1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Cellules de Passation des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

## **2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE**

## 2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

### 2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;



(viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

## **2.2 Méthodologie retenue :**

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

### **2.2.1 Collecte préalable des données :**

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

### 2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation

des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

### **2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :**

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

### **2.2.4 Constitution de l'échantillon :**

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### **2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :**

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

# **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

### **3. Présentation de l'Autorité Contractante :**

La SICAP SA. nouvelle dénomination de la Société Immobilière du Cap-Vert (SICAP) est une Société Anonyme à Participation Publique Majoritaire créée en 1950, dont le Siège Social est au cœur de ses réalisations à la Place de l'Unité Africaine à DAKAR au Sénégal.

Son Capital Social est de 2.742.640.000 F CFA dont 89,57 % est détenu par l'Etat du Sénégal.

#### **3.1 Missions de la SICAP :**

La SICAP SA. a pour objet toutes opérations tendant à supprimer la crise du logement, à améliorer les conditions de l'habitat au Sénégal et à participer à ces fins à l'exécution des plans d'extension ou d'aménagement des villes, notamment de ceux résultant de l'application du plan directeur de toutes les régions du Sénégal. Elle pourra en conséquence faire notamment :

- L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, la location, la prise en location, la vente ou l'échange en totalité ou en partie de tous terrains et immeubles ;
- Le lotissement, la construction, la gérance pour elle-même ou pour le compte de tiers de terrains et bâtiments ;
- La construction, l'aménagement de tous immeubles de rapport ou hôtel, leur gérance, leur location, vente ou échange ;
- L'acquisition de tous les meubles et objets mobiliers pouvant garnir les immeubles ci-dessus, leur aliénation ou échange.
- La Société peut accomplir toutes opérations nécessaires à la réalisation de son objet social par voie de création de sociétés nouvelles, de participation à leur constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés existantes, soit encore d'apport ou de vente de tout ou partie de son actif à toute société existante par fusion ou autrement, le tout sans que l'énumération qui précède puisse être considérée comme limitative.
- La société peut en outre procéder à des opérations de crédit immobilier.

#### **3.2 Services de la SICAP :**

La SICAP SA comprend les services suivants :

- Direction Administrative et Juridique
- Direction Informatique
- Direction Technique
- Direction commerciale
- Direction financière et comptable.

### **3.3 Réalisations de la SICAP :**

De 1951 début de ses réalisations à nos jours, la SICAP SA. a eu à son actif plusieurs réalisations dont des logements en location simple et en location vente, des lotissements, des centaines de commerces et garages essentiellement mis en location simple, des terrains de sports, des établissements d'enseignement, un centre social, une bibliothèque, des dispensaires, des jardins et parcs d'enfants équipés de portiques et de jeux, des espaces verts plantés d'arbres, de gazon et fleurs

Pour le financement de ses programmes de la SICAP SA, différentes formes sont mises en œuvre :

- Le financement par fonds propres : il s'agit de combiner notre capacité aux apports personnels des clients pour financer des programmes de logements ;
- Les autres sources de financement :
  - Financement bancaire : il s'agit de trouver des financements adéquats auprès du système bancaire classique par un hypothèque sur le terrain et les constructions en plus d'une domiciliation des loyers ;
  - Financement acquéreur – SICAP SA : il s'agit de financer des programmes, destinés à la vente au comptant, avec le versement d'apport personnel ;
  - Vente en l'état futur d'achèvement : des contrats de vente fermes seront faits avec la clientèle qui choisira sur plan le type de logement qui lui convient ;
  - Trouver des entrepreneurs ayant une bonne couverture financière pour réaliser clef en main des immeubles.

Au plan technique, les études VRD sont confiées à des cabinets privés. Les études architecturales sont réalisées par le Service Technique de la SICAP SA. qui élabore également les dossiers de demande de financement et d'appel d'offres (A.O.), ou sont confiées à des architectes.

Les travaux par corps d'état séparés ou en tout corps d'état sont confiés à des entreprises spécialisées, par suite de consultations restreintes, et, de plus en plus suite à des appels d'offres. Une réunion hebdomadaire de chantier permet la coordination de l'ensemble des intervenants. Le contrôle technique des travaux est exécuté par le Service Technique de la SICAP et supervisé par des bureaux spécialisés.

La SICAP SA régleme les modifications des logements dans son patrimoine. Elle assure également l'entretien des logements en gestion, comme stipulé dans les conditions générales de ses contrats, en confiant les travaux à des entreprises spécialisées par corps d'état. Plusieurs programmes sont en cours ou envisagés par la SICAP S.A

## **4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

## 4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 4.1 La Commission des Marchés (CM) :

La transmission à la DCMP de la note de service portant création de la commission des marchés et les attestations de prise de connaissance de la charte de la transparence a été faite par lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à ARMP. **Aussi, la mission a noté que la transmission à la DCMP a été tardive, la date butoir étant fixée au 5 janvier de l'exercice.**

### 4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :

Il arrive quelques fois que des directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité.

La mission a noté que les avis et les autres documents relatifs à la passation des marchés ne sont pas insérés de façon systématique dans le système national informatisé de gestion des marchés. Uniquement le PPM est inséré dans le site pour validation par la DCMP.

### 4.3 Production de rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel sont régulièrement élaborés et transmis à la DCMP et à l'ARMP dans les délais réglementaires



**5.REVUE DE L'ORGANISATION  
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET  
RECOMMANDATIONS  
DETAILLES**

## **5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE LA SICAP / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :**

### **5.1 La Commission des marchés :**

La SICAP S.A. a mis en place une commission des marchés conformément à l'arrêté N° 26.12.2012\*012786 du MEF pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics. Cette commission des marchés pour la gestion 2014, prise par note de service N°006 du 30 janvier 2014, est composée de :

- Directeur commercial, Président
- un représentant de la direction technique,
- un représentant de la direction commerciale,
- un représentant de la direction informatique,
- un représentant de la direction administrative et juridique,
- un représentant de la direction financière et comptable,
- un représentant de la tutelle et
- un représentant du contrôle financier.

Pour chaque titulaire, il est désigné un suppléant. Le rapporteur de la commission des marchés est désigné parmi les membres de la CPM. Tous les membres de la CM avaient suivi la formation certifiante de l'ARMP. Les membres de la commission sont de niveau cadre ou assimilés. Aucune incompatibilité dans la composition de la commission des marchés n'a été relevée par la mission.

**5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM (Art. 39 du code) :**

**Séance d'ouverture des plis**

Réf PPM	Marchés	Date évaluation des offres	Date de la convocation	Respect du délai de convocation (5 jours francs)		Mode de convocation	Accusé de réception	Observations
				OUI	NON			
DAJ								
F-DAJ-006	Achat de téléphones portables et tablettes	21/08/2014	18/08/2014		X	Lettre du 18/08/2014	X	
Direction informatique								
F-DINFO-010	Acquisition d'équipements informatiques	13/02/2014	02/02/2014	X				
S-DINFO-009	Maintenance annuelle de l'ERP LOGIX Renouvellement support LOGIX	Sans objet	Sans objet	Sans objet				Marché passé par Entente directe. Ouverture non faite par la CM
Direction technique								
C-TD-023	Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAP SC 3 VDN EXT 2	27/05/2014	22/05/2014		X			
T-DT-014	Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	27/02/2014	19/02/2014	X				
T-DT-019	Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	03/09/2014	28/08/2014	X				

**Séance d'évaluation des offres**

Réf PPM	Marchés	Date évaluation des offres	Date de la convocation	Respect du délai de convocation (5 jours francs)		Mode de convocation	Accusé de réception	Observations
				OUI	NON			
Direction administrative et juridique								
F-DAJ-006	Achat de téléphones portables et tablettes	26-août-14	22-août-14		X	Lettre du 22/08/2014	X	
Direction informatique								
F-DINFO-010	Acquisition d'équipements informatiques	11/03/2014	28-févr-14	X				
S-DINFO-009	Maintenance annuelle de l'ERP LOGIX Renouvellement support LOGIX	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Marché passé par Entente directe. Evaluation non faite par la CM
Direction technique								
C-TD-023	Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2	03/06/2014	28/05/2014	X				
T-DT-014	Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	31/03/2014	24/03/2014	X				
T-DT-019	Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	23/09/2014	16/09/2014	X				

### **5.3 Besoin de formation :**

Les besoins en formation consistent en des mises à niveau périodiques compte tenu de l'évolution de la réglementation. Pour les nouveaux membres de la CM et de la CPM une formation initiale en marchés publics s'impose. A cet effet, la SICAP a pris les dispositions afin que ces derniers soient formés en 2015 avec le programme de l'ARMP.

### **5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :**

Les indemnités relatives à la tenue des réunions de la CM sont payées régulièrement aux membres et au secrétaire de séance membre de la CPM conformément à l'arrêté 02.08.2013\*012971 du MEF

#### ***Recommandations :***

- Suivre auprès de l'ARMP la correspondance relative à la demande de formation des nouveaux membres
- En cas de modifications de la réglementation les membres de la CM et de la CPM devront suivre le programme de renforcement de capacités de l'ARMP

### **5.5 La Cellule de passation des marchés :**

Conformément à l'arrêté N° 26.12.2012\*012783 du MEF pris en application de l'article 35 du code des marchés publics, l'APRHN a mis en place une CPM par note de service note de service N°006 du 30 janvier 2014. La CPM est composée de trois membres. La coordonnatrice de la CPM sont de niveau cadre.

La CPM exerce les prérogatives que lui confère la réglementation :

- examens préalables des documents à soumettre à l'AC et aux tiers ;
- Etablissement début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés ;
- Etablissement en début d'année de l'AGPM ;
- Elaboration des rapports trimestriels ;
- Elaboration du rapport annuel ;
- Tenue du secrétariat de la commission des marchés.

Cependant, il arrive que des directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité.

### **5.6 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :**

En application de l'arrêté N° 26.12.2012\*012783 du MEF pris en application de l'article 35 du code des marchés publics, la CPM de la SICAP SA assure le classement et l'archivage des dossiers de passation de marchés.

**Recommandations:**

Former en marchés publics les nouveaux membres de la CM et de la CPM

**5.7 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :**

Les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés publics ont été établis régulièrement et transmis à la DCMP et à l'ARMP.

La transmission du rapport annuel 2014 à la DCMP a été faite par lettre N° 0203 en date du 30 janvier 2015 avec ampliation à l'ARMP. Donc bien avant la date limite du 31 mars de l'exercice suivant.

**Recommandation :**

**5.8 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :**

Tous les membres de la commission des marchés titulaires et suppléants ainsi que ceux de la CPM ont signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de la transparence et d'éthique.

Les copies de ces déclarations de la charte de transparence et d'éthique sont transmises à la DCMP par lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à l'ARMP.

**6.SYNTHESE DES  
CONSTATS  
A L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

**6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS****6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :**

La mission de revue a noté un léger retard dans la transmission de la version initiale du PPM à la DCMP pour publication au niveau du portail

**6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :**

L'AGPM a été publié par la SICAP plus de 3 semaines avant la date butoir fixée au 31 janvier. La SICAP retiendra que cette date limite de publication de l'AGPM est ramenée au 15 janvier par le nouveau code.

**6.3 La Structure d'Audit Interne :**

Le contrôle interne de la passation des marchés au niveau de la SICAP SA est fait par le Contrôleur de gestion qui avait suivi une formation de l'ARMP sur les dossiers-types et le SYGMAP. Pour le contrôle des tâches, il a développé une application informatisée dénommée « Manuel de procédures-Modes opératoires » avec les différentes procédures de passation :

- AOO avec pré qualification ;
- AOO sans pré qualification ;
- AOO en deux étapes ;
- DRP.

**Manuel de procédures**

La SICAP SA dispose d'un manuel de procédures en cours d'actualisation avec l'introduction de la partie relative à la gestion des marchés publics

**6.4 Tableau de synthèse des marchés passés par l'ARTP et de l'échantillon constitué :**

<b>Modes de passation de marchés</b>	<b>Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014</b>		<b>Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue</b>	
	<b><i>Nombre</i></b>	<b><i>Montant</i></b>	<b><i>Nombre</i></b>	<b><i>Montant</i></b>
Appel d'offres ouvert (AOO)	2	1 259 025 856	2	1 259 025 856
Appel d'offres restreint (AOR)	0	0	0	0
Prestations intellectuelles (PI)	0	0	0	0



Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	9	79 510 068	3	27 834 361
Entente directe (ED)	1	7 248 268	1	7 248 268
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>1 345 784 192</b>	<b>6</b>	<b>1 294 108 485</b>
			<b>50 % du total</b>	<b>96 % du total</b>

# **7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES**

## **7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :**

### **7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :**

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

**Le Plan de Passation des Marchés (PPM)** est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

**L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM)** est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret ( décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

#### **Plan de Passation des Marchés (PPM) :**

La première version du PPM 2014 de la SICAP datée du 1er janvier 2014, n'a été transmise à la DCMP que le 06 janvier 2014 par lettre N°020. La quatrième et dernière version, avec 21 prévisions d'acquisitions, postée sur le site est datée du 02 décembre 2014. Donc la version initiale a subi trois modifications.

#### **Recommandation :**

Veiller au respect du délai réglementaire de transmission du PPM à la DCMP pour publication. Ce délai est fixé maintenant au 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente.

**Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :**

Au titre de la gestion 2014 la SICAP SA avait élaboré son AGPM qu'elle avait publiée le lundi 6 janvier 2014 dans le quotidien national "le Soleil" comme en atteste la coupure de presse.

**7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :**

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Le contrôleur de gestion est impliqué dans le contrôle des procédures de passation des marchés. Il a, en rapport avec le service informatique, développé une application permettant d'avoir un tableau de bord pour le suivi des délais de passation de la commande publique.

**Recommandation :**

Le service appui technique de la DFAT de l'ARMP doit s'inspirer de cette application dans le cadre de son appui technique aux AC.

**7.3 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :**

Le tableau ci-dessous donne la situation de la vente des DAO pour les deux marchés passés par AOO par la direction technique de la SICAP SA.

Réf	Objet du marché	Mode de passation	Cout DAO	Mode de paiement	Nombre de candidats	Montant de la vente	Reversement Quote-part ARMP (50%)			
							Montant 50%	Oui	Non	Quittance ARMP
T-DT-014	Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	AOO	500 000	non spécifié	6	3 000 000	1 500 000		X	Pas de reversement
T-DT-019	Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	AOO	50 000	Espèces ou chèque	4	200 000	100 000		X	Pas de reversement

**Source :** Mission d'audit

#### **7.4 La personne responsable de marchés (PRM) :**

Le Directeur Général est la personne responsable du marché au niveau de la SICAP SA. Les différents Directeurs ont une délégation faite par note de service pour être PRM. Ils ont suivi une formation en marchés publics.

#### **7.5 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :**

##### **7.5.1 Echantillon :**

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

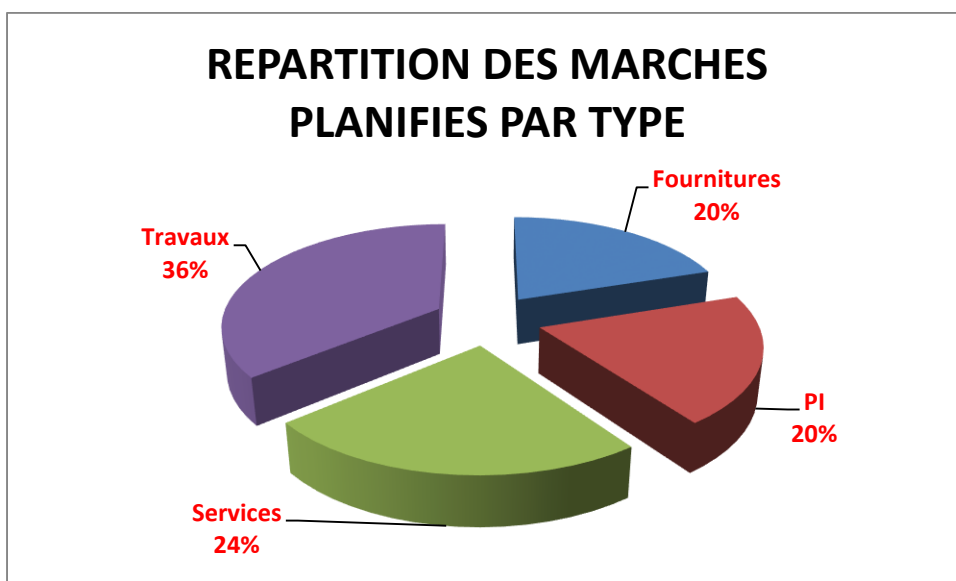
- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Les tableaux ci-dessous et les graphiques font état des résultats de l'exploitation du PPM et de son état d'exécution.

**Tableau 1 : Répartition des marchés planifiés par nature**

<b>Directions</b>	<b>Fournitures</b>	<b>PI</b>	<b>Services</b>	<b>Travaux</b>	<b>TOTAL</b>
DAJ	4	1	2	0	7
Direction informatique	1	2	4	0	7
Direction technique	0	2	0	9	11
<b>TOTAUX</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>25</b>

**Source :** Mission



**Tableau 2 : Répartition des marchés passés par mode de passation**

Directions	Entente directe	DRP	AOO	TOTAL
DAJ	0	3	0	3
Direction informatique	1	4	0	5
Direction technique	0	2	2	4
<b>TOTAUX</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>12</b>

Source: Mission

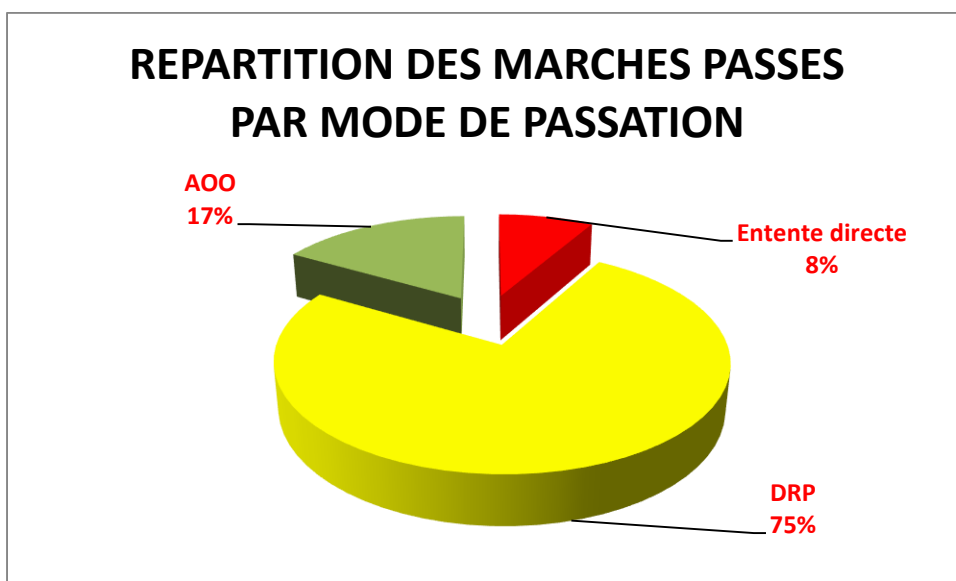


Tableau 3 : Taux d'exécution du PPM 2014

Directions	Marchés prévus	Marchés passés	Taux d'exécution du PPM
DAJ	7	3	43
Direction informatique	7	5	71
Direction technique	11	4	36
<b>TOTAUX</b>	<b>25</b>	<b>12</b>	<b>48</b>

Source: Mission

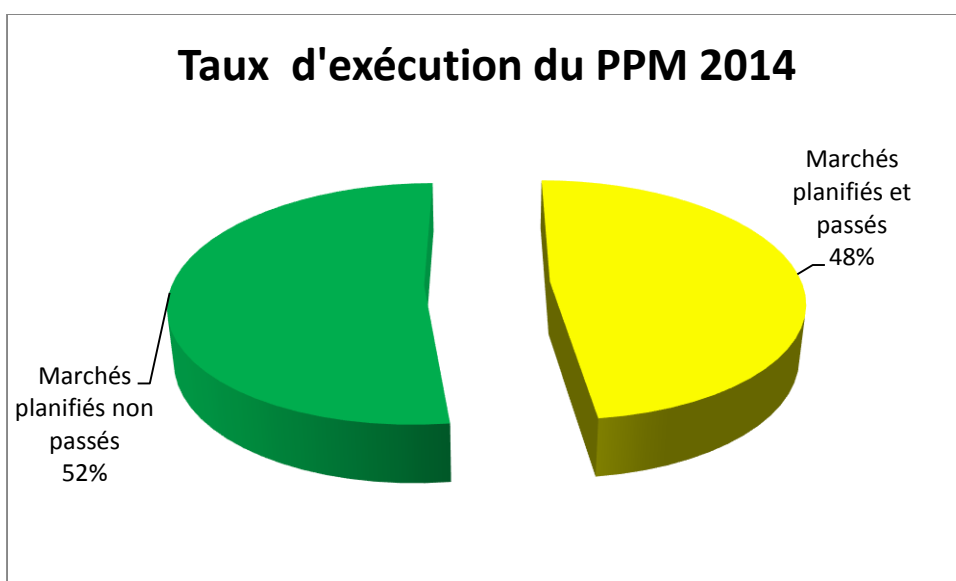
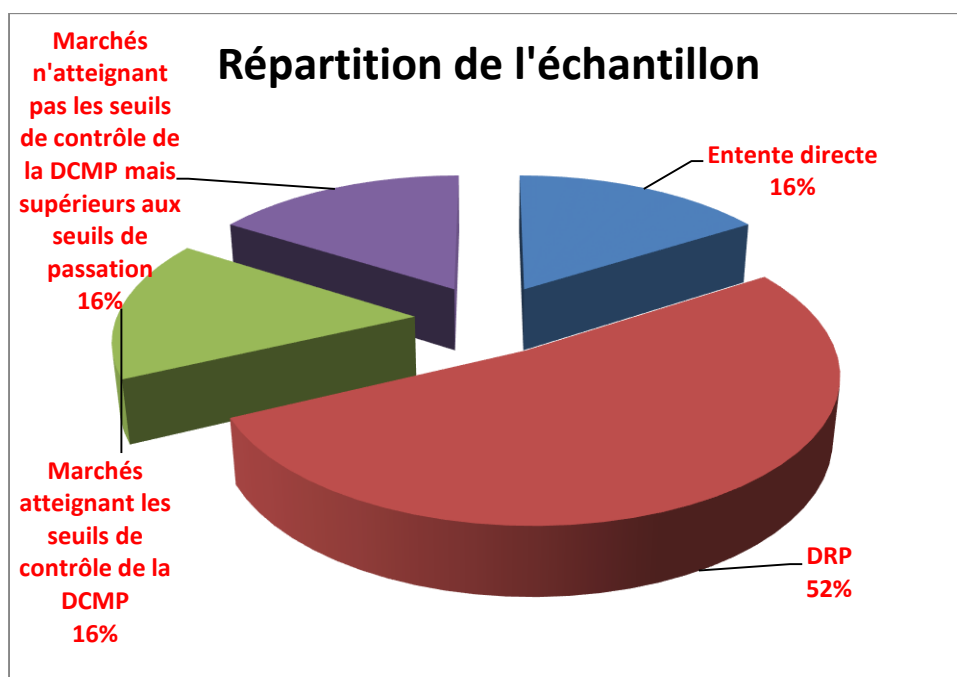




Tableau 4 : Echantillonnage

	Marchés passés	%	Echantillon minimal	Marchés à contrôler
Entente directe	1	100%	1	1
DRP	9	25%	2	3
Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP	1	15%	0,15	1
Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation	1	25%	0,25	1
<b>TOTAUX</b>	<b>12</b>			<b>6</b>

Source : Mission d'audit



DIRECTIONS	Répartition des marchés à contrôler				
	ED	DRP	Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP	Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation	TOTAUX
DAJ			0	0	1
Direction informatique			0	0	2
Direction technique			1	1	3
<b>TOTAUX</b>			<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>

Source: Mission d'audit

Tableau 5 : Marchés à contrôler par direction

Objet du marché	Type de marché <sup>1</sup>	Mode de passation	DATE				Titulaire	Montant
			<i>Lancement</i>	<i>Attribution provisoire</i>	<i>Souscription</i>	<i>Approbation</i>		
Achat de téléphones portables et tablettes	Fournitures	DRP	28 Aout 2014.	15 Octob 2014	22/12/2014		BAOL EQUIPEMENT—	3 500 000
							CONNECTEL	3 045 000
Acquisition d'équipements informatiques	Fournitures	DRP	04 Février 2014	11 Mars 2014	18 mars 2014	21 mars 2014	OUMOU INFORMATIQUE -	10 812 340
							CFAO TECHNOLOGIES	8 589 021
Maintenance annuelle de l'ERP LOGIX	Services courants	Entente directe	N/A		21 Mai 2014	28 Mai 2014	DEFI HIGH TECH	7 248 268
Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2	Prestations Intellectuelle s/Consultants	DRP	19 Mai 2014	10 Juin 2014	01 Juill. 2014.		LABOSOL	1 888 000

## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

Objet du marché	Type de marché <sup>2</sup>	Mode de passation	DATE				Titulaire	Montant
			<i>Lancement</i>	<i>Attribution provisoire</i>	<i>Souscription</i>	<i>Approbation</i>		
Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	Travaux	AOO	23 Janvier 2014.	06 Mai 2014	23 Mai 2014	25 Juin 2014	Kounta Fall Entreprises	1 159 025 856
Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	Travaux	AOO	02 juin 2014	18/08/2014	12/09/2014	25/09/2014	CENTRAL E NEGOCE	100 000 000

### **7.5.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :**

Conformément à l'article 53 du code, les seuils de passation applicables à la SICAP sont :

- Marchés de travaux : 50 Millions ;
- Marchés de services et fournitures courantes : 30 Millions ;
- Marchés de prestations intellectuelles : 30 Millions.

### **7.5.3 Marchés conclus par AOO :**

Le nombre de marchés passés suivant la procédure d'appels d'offres ouverts (AOO) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à deux (02), représentant 94% en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2014.

**Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :**

<b>Marchés</b>	<b>Examen du DAO</b>		<b>Examen du rapport d'analyse</b>		<b>Examen juridique et technique</b>	
	<b>Montant prévisionnel</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP</b>	<b>Montant du marché</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP</b>	<b>Montant du marché</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP</b>
<b>DIRECTION TECHNIQUE</b>						
Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	1 400 000 000	600 000 000	1 159 025 856	400 000 000	1 159 025 856	800 000 000

**Source :** Mission de revue

La revue détaillée de ce marché se présente comme suit :

- **Réalisation du programme de SC3 VDN extension 2 pour 87 logements de 4 pièces**

<b>T1005/14</b>  Travaux de construction en tous corps d'état de 87 logements du programme SICAP-SACRE CŒUR III- VDN EXTENSION II  <ul style="list-style-type: none"><li>- Souscrit le : 23 Mai 2014</li><li>- Approuvé le : 25 Juin 2014</li><li>- Notifié le : 07 Juillet 2014</li><li>- Délai d'exécution : 9 mois</li></ul>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
Travaux de construction en tous corps d'état de 87 logements du programme SICAP-SACRE CŒUR III- VDN EXTENSION II	<b>Kounta Fall Entreprise (KFE)</b> , N°30 B Grand-Dakar, Tél. : 33 825 81 86, 77 634 78 36, Fax: 33 824 55 45, RC: 90 A 479, NINEA: 4023074 2G2.	1 159 025 856

- Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMF
- Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marché publié par la SICAP
- Le dossier d'appel d'offres est constitué par les éléments suivants : l'avis d'AO, les instructions aux candidats, les données particulières de l'appel d'offres, les formulaires de soumission, les clauses techniques et plans, le cahier des clauses administratives et générales (CCAG), le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les formulaires du marché.
- Les critères de qualification utilisés ont été la capacité de financement 450 000 000 F CFA, les travaux de même nature d'au moins 2 milliards de F CFA au cours des trois dernières années, le chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction 1,1 milliard de F CFA, le niveau de technicité du personnel et le matériel.
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal.
- L'AO a été publié dans le journal « Le Soleil » du 23 Janvier 2014
- Les mentions incluses dans l'Avis d'AO ont été les suivantes : la source du financement, l'invitation à soumissionner, le type du Marché, Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, le coût du dossier d'AO soit 500 000 F CFA, l'adresse et la date de dépôt des offres (27 Février 2014 à 15H); le montant de la garantie de soumission 40 000 000 F CFA valable pendant 118 jours à compter de la limite de dépôt des offres, la durée de validité des offres qui est un minimum de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres

- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 34 jours ; date d'ouverture des offres 27 février 2014 à 15H et date d'approbation du rapport d'évaluation : 31 mars 2014 à 15H
- Les offres ont été ouvertes à la date du 27 Février 2014 à 15H, en présence des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires
- L'ouverture des offres a consisté en une vérification des pièces administratives, des garanties de soumission et à la lecture des offres.
- Sur six (6) entreprises ayant retiré le cahier des charges, cinq (5) ont répondu. Il s'agit de CSTP, EERI, KFE, CSE & Groupement Taif, BTP Dabakh Malick & EKK. Il a été constaté que CSTP a produit une offre en copie et non en original, CSTP a fait venir l'original en cours de séance et elle a été rejetée pour forclusion.
- Un délai de 10 jours a été accordé aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives manquantes
- Un comité technique a été désigné pour analyser les offres
- La commission ayant procédé à l'ouverture des plis est celle qui a été nommée par note de service N°006 DAJ/SEC du 30 Janvier 2014.
- La commission ayant procédé à l'ouverture des plis est celle qui a été nommée par note de service N°006 DAJ/SEC du 30 Janvier 2014.
- Le PV d'ouverture des plis a été transmis aux soumissionnaires à la date du 04 Mars 2014. Ils ont tous émargé et trois (3) ont apposé leurs cachets.
- Le comité Technique a analysé les offres sur la période allant du 10 au 31 mars 2014. La conformité des offres a été vérifiée et l'offre la moins disant a été retenue. Des erreurs de calcul ont été corrigées. Il s'agit de l'offre d'EERI à hauteur de 3 023 337 F CFA TTC. Des ajouts pour omissions et variations mineures ont été effectuées. Les ajouts sont relatifs à la quantité de 198 m2 de peinture extérieure au Pantex 800 teinté :
  - KFE : 30 490 020 F CFA TTC soit 350 460 F CFA/Logement.
  - CSE : 35 368 423 F CFA TTC soit 406 534 F CFA/Logement.
  - Groupement EGT Le Taif BTP, Dabakh Malick : 25 408 350 F CFA TTC soit 292 050 F CFA/Logement.
- Les critères de qualification ont été pris en compte : il s'agit des travaux de même nature, du personnel d'encadrement, du matériel, du chiffre d'affaires et de l'attestation de ligne de crédit. Les pièces fournies ont été vérifiées et prises en compte dans le cadre de l'évaluation
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 34 jours. Date d'ouverture des offres 27 Février 2014 à 15H. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 31 Mars 2014 à 15H.
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « Le Soleil » du 06 Mai 2014.
- Les mentions incluses dans l'Avis d'attribution provisoire ont été les suivantes : la référence de l'appel d'offres N° 001/2014, la dénomination du marché, le nom et adresse de l'attributaire provisoire du marché, le montant de l'offre retenue en TTC et le délai d'exécution soit 9 mois
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 40 000 000 F CFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par le Directeur Général de la SICAP à la date du 25 Juin 2014 conformément à l'article 30 du code des marchés



- Il y a eu un délai de 49 jours entre la publication de l'attribution provisoire et l'approbation du marché, date de publication de l'attribution provisoire : 06 mai 2014 et date d'approbation : 25 juin 2014.
- Le document relatif à la soumission à l'approbation ne nous a pas été présenté
- La notification provisoire au titulaire est datée du 05/05/2014.
- Le marché a été notifié au titulaire à la date du 07/07/2014
- Les soumissionnaires non retenus ont été avisés à la date du 12/05/2014, et ils ont accusé réception à la date du 13/05/2014.
- L'attribution définitive a fait l'objet de publication. Elle est parue dans le Soleil du 09 Juillet 2014
- Les mentions incluses dans l'avis d'attribution définitive ont été les suivantes : le numéro du marché, la dénomination du marché, le nombre d'offres reçues, la date d'attribution provisoire, le nom et adresse de l'attributaire définitif, le montant de l'offre retenue et le délai d'exécution
- Les seuils de contrôle de la DCMP ont été atteints.
  - La DCMP a émis un avis de non objection, N° 006587MEF/DCMP/DCV/04, sur le dossier d'AO à la date du 06 Décembre 2013.
  - La DCMP a émis un avis de non objection, N° 002130MEF/DCMP/DCV/29, sur le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire du marché à la date du 24 Avril 2014.
  - La DCMP a émis un avis de non objection, N°003170MEF/DCMP/DCV/1, sur le projet de marché à la date du 16 Juin 2014.
- La garantie de bonne exécution (N°14/103529/CTP-BE du 27 Mai 2014) a été établie par la SONAC, dans la limite de 57 951 293 F CFA. La garantie expire au plus tard à la réception provisoire des travaux
- Les réceptions n'ont pas encore été effectuées, les travaux sont en cours.
- Les règlements ne nous ont pas été présentés, les travaux sont en cours
- Le marché n'a pas fait l'objet de recours

**Recommandations :**

- Respecter le délai réglementaire entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport
- Respecter le délai réglementaire d'approbation du marché

**Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :**

Marchés	Examen du DAO		Examen du rapport d'analyse		Examen juridique et technique	
	Montant prévisionnel	Seuil de contrôle DCMP	Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP	Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
<b>DIRECTION TECHNIQUE</b>						
Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	100 000 000	600 000 000	100 000 000	400 000 000	100 000 000	800 000 000

**Source :** Mission de revue

La revue détaillée de ce marché se présente comme suit :

- **Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014**

Marché N° T-DT-019 ENTRETIEN DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE 2014 - Souscrit le : 12/09/2014 - Approuvé le 25/09/2014 - Notifié le : 09/10/2014 - Délai d'exécution - <b>Montant TTC/P.U:</b> 11 817 340 FCFA		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Lot 1: Sacré Cœur III – 1ère, 2ème et 3ème phases	CENTRALE NEGOCE, ROUTE DU FRONT DE TERRE PROLONGEE EN FACE DU CAMP LECLERC DAKAR	
Lot 2 : Sacré Cœur III – 4ème et 5ème phases et VDN	CENTRALE NEGOCE, ROUTE DU FRONT DE TERRE PROLONGEE EN FACE DU CAMP LECLERC DAKAR	
Lot 3 : Autres lotissements	CENTRALE NEGOCE, ROUTE DU FRONT DE TERRE PROLONGEE EN FACE DU CAMP LECLERC DAKAR	

- Le marché est mentionné dans le PPM 2014 transmis à la DCMF
- Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 06 Janvier 2014.
- Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché.
- L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 02 juin 2014
- Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO et prennent en compte: l'Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, la date et l'heure

de dépôt des offres (01 JUILLET 2014); le montant des garanties de soumission (400 000FCFA/lot) et la durée de validité de l'offre (90 jours).

- Délai accordé pour le dépôt des offres : 01 Juillet 2014
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 03 Juillet 2014 à 15H00 après une prorogation (l'avis de report publié le 10 Juin 2014 dans le journal « LE SOLEIL » en lieu et place de la date prévue 01 Juillet 2014 en présence des membres de la Commission des Marchés, de la cellule de passation des marchés et des représentants des soumissionnaires.
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres est mise en place par note de service n°006 du 30 Janvier 2014 portant renouvellement de la cellule de passation des marchés et de la commission des marchés de la SICAP pour la gestion 2014, les membres de la commission ont été nommés. Tous les membres de la commission ont également signé le 27/01/2014, la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics
- Les offres évaluées les deux (02) moins disant n'ont pas été retenues pour les entreprises GTS et EM-LT. Pour EM-LT avec une proposition de 8 285 728 F CFA TTC, 1ère moins disant, son offre affiche des erreurs, des manquements et EM-LT n'a postulé que pour le lot1. Pour GTS avec une proposition de 9 475 196 F CFA TTC, 2ème moins disant, le lot objet de l'offre n'est pas précisé dans la lettre de soumission et sa garantie de soumission n'est pas rattachée à un lot. Par conséquent, l'offre retenue correspond à celle de CENTRALE NEGOCE. En effet après combinaison du montant total des trois lots selon la conformité de son offre, la combinaison la plus avantageuse reste celle qui attribue les trois lots à CENTRALE NEGOCE.
- Les critères de qualification ont bien été pris en compte dans le cadre de l'évaluation
- Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été trop long. Date d'ouverture des offres : 03 Juillet 2014. Date d'approbation du marché : 25/09/2014
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 18/08/2014
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission requise 1 200 000 F CFA (400 000 FCFA/Lot) est prise en compte
- Le marché a été approuvé le 09 Octobre 2014 par le Directeur Technique de la SICAP SA
- Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été respecté. Date de soumission à l'approbation : 02/10/2014. Date d'approbation effective : 09/10/2014
- Le marché a fait l'objet de notification écrite fait le 08/10/2014 mais pas numéroté
- L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 23 Octobre 2014
- L'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres infructueux par lettre N°004236/MEFP/DCMP/24 du 30 Aout 2014.
- Le PV de réception d'une partie des travaux a été effectué le 23 Octobre 2014 en présence de Frédéric DIEDHIOU, chef du Service Technique et de l'Entretien, représentant du Directeur Technique (Serigne MBAYE) et le représentant de l'entrepreneur de CENTRALE NEGOCE : Madame Aida Faye DIAKHATE
- Les paiements effectués sont : Chèque N°6785895 du 05/10/2014 pour un montant de 5 468 415 F CFA en règlement de la facture N°2310/2014 du 23/10/2014. Le marché est toujours en cours d'exécution
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours.

**Recommandation :**

Respecter le délai réglementaire d’approbation du marché

**7.5.4 Marchés conclus par AOR :**

Au cours de la période de revue, aucun marché contrôlé n’a été passé par AOR par la SICAP SA.

**7.5.5 Marchés de prestations intellectuelles :**

Pour la gestion 2014, un seul marché contrôlé a été un marché de prestations intellectuelles. Il s’agit du marché « Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2 ». Ce marché a été passé par DRP.

- **Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2**

N° C-TD-022		
Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2	SCAT International S.A	11 866 375

- La DRP est mentionnée dans le PPM transmis à la DCMF
- L’examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement
- La DRP n’a pas fait l’objet de publication spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est court. La lettre d’invitation est datée du 19 Mai 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée le Mardi 27 Mai 2014 à 16heures.
- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :
  - SCAT INTERNATIONAL, 232 SACRE CŒUR III VDN EXTENSION, BP : 25 515 – DAKAR FANN
  - VERITAS, VDN X ANCIENNE PISTE MERMOZ PYROTECHNIE BP : 592 DAKAR
  - APAVE SAHEL, ANCIENNE PISTE MERMOZ PYROTECHNIE VILLA N°25-BP : 6334 – DAKAR Etoile DAKAR
  - S.S.I.C, FRONT DE TERRE III BP : 2856 DAKAR
  - ALPAGES, CITE ECOLE POLICE MERMOZ- VILLA N°8 BP : 17 693 – Dakar Liberté DAKAR

- Les lettres de la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés ont été fournies et datées le 20 Mai 2014
- Les offres reçues ont été au nombre de quatre (04) Candidats ayant déposé une offre :
  - SCAT INTERNATIONAL, 232 SACRE CŒUR III VDN EXTENSION, BP : 25 515 – DAKAR FANN
  - VERITAS, VDN X ANCIENNE PISTE MERMOZ PYROTECHNIE BP : 592 DAKAR
  - APAVE SAHEL, ANCIENNE PISTE MERMOZ PYROTECHNIE VILLA N°25-BP : 6334 – DAKAR Etoile DAKAR
  - S.S.I.C, FRONT DE TERRE III BP : 2856 DAKAR
- Les offres des candidats ont été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 27 Mai 2014 à 16H par les membres de la commission des marchés et le secrétariat assuré par un membre de la Cellule de Passation des Marchés
- Le marché a été attribué à l'offre conforme la 4ème moins disant proposée par l'entreprise SCAT INTERNATIONAL.
  - ✓ L'offre conforme la moins disant du marché n'a pas été attribué pour vice de non-conformité (S.S.I.C a fait une offre de 6 441 584.6 F CFA mais ses pièces administratives fournies n'étant pas conformes).
  - ✓ L'offre conforme à la 3ème moins disant du marché n'a pas été attribué pour vice de modification apportée au projet de contrat (VERITAS a fait une offre de 10 620 000 F CFA).
  - ✓ APAVE SAHEL a été attributaire provisoirement du marché par le comité technique dans son rapport d'évaluation mais dans le PV d'attribution provisoire, les membres de la commission décide de ne pas l'attribuer pour vice de non conforme au plan administratif.
- Fiches d'évaluation individuelles non annexées au rapport d'évaluation
- La SICAP a également envoyé des lettres de notification de l'attribution aux candidats non attributaires :
  - Lettre N°1010/DT du 10 Juin 2014 pour l'entreprise VERITAS
  - Lettre N°1012/DT du 10 Juin 2014 pour l'entreprise S.S.I.C
  - Lettre de APAVE non retrouvée
- La DRP a fait l'objet d'un contrat entre la SICAP et l'entreprise SCAT INTERNATIONAL.SA. Le contrat est daté du 01 Juillet 2014. Le délai d'exécution est de neuf (09) mois.
- PV de réception non fourni par ce que le marché est toujours en cours d'exécution
- La situation des paiements afférents à la DRP. Chèque N°6785737 du 09/02/2015 pour un montant de 2 966 594 F CFA en règlement de la facture N°3080 du 16/12/2014 Contrôle Technique des travaux de construction de 87 logements SC3 VDN EXTENSION. Le marché est toujours en cours d'exécution.
- Le prix proposé par SCAT INTERNATIONAL est le plus élevé des quatre (04) ayant répondu à la demande
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

**Recommandation :**

Il faut toujours annexer les fiches de notations individuelles signées par les évaluateurs au rapport d'évaluation

**7.5.6 Marchés conclus par DRP :**

Le nombre de marchés passés suivant la procédure de Demandes de renseignements et de prix (DRP) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à deux (02), compte non tenu du marché de prestations intellectuelles.

- **Achat de téléphones portables et tablettes**

N° F-DAJ-006 Achat de téléphones portables et tablettes		
<b>Montant du marché : 6 545 000F CFA</b>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
	BAOL EQUIPEMENTS Imm. GouniangThiam-106, Av. Peytavin BP. 14 277- DAKAR PEYTAVIN tél : 33 822 74 14 Fax : 33 823 37 56, E-mail : baolequipement@yahoo.fr	3 500 000
	CONNECTEL 58, Rue Docteur Thèse en face Hôtel NINA DAKAR, tél : 33 821 75 46/ 77 098 38 38/ 70 638 96 71 E-mail : <a href="mailto:connectel@connectel.sn">connectel@connectel.sn</a>	3045 000

- La DRP est mentionnée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet de publication spécifique
- La lettre d'invitation est datée le 28 Aout 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 03 Septembre 2014 à 15H30. La SICAP avait envoyé des lettres d'invitation datées le 18 Aout 2014 adressées aux candidats présélectionnés mais les prix proposés par ses derniers n'ayant pas satisfaits tous les bénéficiaires, la SICAP décide de relancer la DRP
- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :
  - ✓ TOUBA TELEPHONE PORTABLES 63, Avenue Georges Pompidou Tél : 33 842 74 39 DAKAR
  - ✓ TECHNOCELL 5, Avenue Georges Pompidou Immeuble Sokhna Anta Tél : 33 820 62 22 DAKAR
  - ✓ OUMOU INFORMATIQUE Avenue Blaise Diagne X 27 face Centre Culturel Douta SECK Tél : 33 889 88 14 DAKAR
  - ✓ CONNECTEL 58, Rue Docteur Thèse en face Hôtel NINA DAKAR, tél : 33 823 79 09 DAKAR
  - ✓ BAOL EQUIPEMENTS Immeuble GouniangThiam- 106, Avenue Peytavin BP. 14 277- DAKAR PEYTAVIN tél : 33 822 74 14 DAKAR

- Les lettres de la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés ont été fournies et datées le 29 Aout 2014
- Les offres reçues ont été au nombre de trois (03). Candidats ayant déposé une offre :
  - BAOL EQUIPEMENTS Immeuble GouniangThiam- 106, Avenue Peytavin BP. 14 277- DAKAR PEYTAVIN tél : 33 822 74 14 DAKAR
  - CONNECTEL 58, Rue Docteur Thèse en face Hôtel NINA DAKAR, tél : 33 823 79 09 DAKAR
  - OUMOU INFORMATIQUE Avenue Blaise Diagne X 27 face Centre Culturel Douta SECK Tél : 33 889 88 14 DAKAR
- Les offres des différents candidats ont été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 03 Septembre 2014 à 15H30 par les membres de la commission des marchés et le secrétariat tenu par un membre de la cellule de passation des marchés
- Dans ce marché, l'attribution du marché ne s'est pas faite à un seul soumissionnaire mais chaque article a été attribué à l'offre conforme la moins disant c'est à dire une attribution par article.
- La SICAP a fait l'attribution par article et à la moins disant. Elle a également envoyé des lettres de notification de l'attribution aux différents attributaires :
  - ✓ Lettre N°1734/DAJ/SPAG/SPP du 15 Octobre 2014 pour l'entreprise BAOL EQUIPEMENT
  - ✓ Lettre N°1735/DAJ/SPAG/SPP du 15 Octobre 2014 pour l'entreprise CONNECTEL
  - ✓ Lettre N°1736/DAJ/SPAG/SPP du 15 Octobre 2014 pour l'entreprise OUMOU INFORMATIQUE
- La DRP a fait l'objet d'un bon de commande N° 14120015 du 22/12/2014 entre la SICAP et l'entreprise BAOL EQUIPEMENTS d'un montant de 3 500 000F CFA.
- La DRP a également fait l'objet d'un bon de commande N° 14120018 du 29/12/2014 entre la SICAP et l'entreprise CONNECTEL d'un montant de 3 045 000 F CFA.
- La commande pour l'entreprise OUMOU INFORMATIQUE n'a pas été effectuée du fait que le personnel de la CISAP préfère les modèles proposés par les autres.
- Le bon de commande de BAOL EQUIPEMENTS est daté du 22/12/2014 N° 14120015. Le bon de commande de CONNECTEL est daté le 29/12/2014 N° 14120018. Le délai d'exécution est de huit (08) jours, dès réception du bon de commande.
- La réception des fournitures de CONNECTEL s'est faite à travers un bordereau de livraison N°0241114, Arrivée N°4731 le 02 Décembre 2014. Cependant celles de BAOL EQUIPEMENTS se sont faites individuellement du 16 au 24/10/2014.
- La commission a constaté que les articles fournis sont conformes.
- Les dates des bons de livraison (réception) de BAOL EQUIPEMENTS et CONNECTEL sont antérieures aux dates des bons de commandes.
  - Le bon de commande N° 14120018 entre la SICAP et l'entreprise CONNECTEL d'un montant de 3 045 000 F CFA est daté du 29/12/2014 alors que le bordereau de livraison N°0241114 est du 02/12/2014
  - Le bon de commande N° 14120015 entre la SICAP et l'entreprise BAOL EQUIPEMENTS d'un montant de 3 500 000F CFA est daté du 22/12/2014 alors que les bons de livraison sont datés entre le 16 et le 24 /10/2014.



- Le paiement a été effectué par des chèques :
  - Demande de paiement N°001/DAJ/SPAG/SPP du 01 Janvier 2015 à l'ordre de CONNECTEL d'un montant de 3 045 000 F CFA a été payé par chèque de DIAMOND BANK N° 6785736 du 09/02/2015
  - Demande de paiement N°003/DAJ/SPAG/SPP du 06 Janvier 2015 à l'ordre de BAOL EQUIPEMENTS d'un montant de 3 500 000 F CFA a été payé par chèque de DIAMOND BANK N° 6785600 du 09/01/2015
- Les prix semblent acceptables puis que le comité technique a attribué chaque article à la moins disant
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

**Recommandation :**

Veiller à ce que les bons de commandes soient antérieurs aux dates de livraison.

- **Acquisition d'équipements informatiques**

<b>Fourniture d'Equipements Informatiques 2014</b>		
<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>CFAO Technologies</b>, souscrit le 18 mars 2014, approuvé le 21 mars 2014 et notifié le 08 mai 2014</li><li>- <b>Oumou Informatique</b>, souscrit le 08 mai 2014, approuvé le 12 mai 2014 et notifié le 13 mai 2014</li></ul>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
	<b>CFAO Technologies</b> , 103, Sotrac Mermoz, Tél. : 33 869 89 00, Fax : 33 860 38 39, RC : SN DKR 1992 B 482, NINEA : 00 93 394 2G3	8 589 021
	<b>Oumou Informatique</b> , Avenue Blaise Diagne x 27 en face centre culturel Douta Seck, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33823 79 46, RC : SN DKR 2005 B9916, NINEA : 25201052G2.	10 812 340

- La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est assez limite. Les lettres d'invitation sont datées du 04 Février 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée au plus tard le 13 Février 2014 à 16 heures.
- Les candidats présélectionnés ont été les suivants :

- ✓ **Oumou Informatique**, Avenue Blaise Diagne x 27 en face centre culturel Douta Seck, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33823 79 46, RC : SN DKR 2005 B9916, NINEA : 25201052G2.
  - ✓ **Platform Technologies**, N°3086 SICAP Amitié 1, Avenue Bourguiba, Tél. : 33 869 01 40, Fax : 33 865 26 06, RC : SN DKR 2001 B 71, NINEA : 0504680 2G3.
  - ✓ **Biss Multimédia**, 30, Avenue Lamine Gueye, Tél. : 33 823 34 44, 33 822 91 45, Fax : 33 822 22 40, NINEA : 000062646 2Z2.
  - ✓ **BT Services Techniques**, N°13, Rue MZ-70 Mermoz Pyrotechnie, Tél. : 33 860 58 36.
  - ✓ **CFAO Technologies**, 103, Sotrac Mermoz, Tél. : 33 869 89 00, Fax : 33 860 38 39, RC : SN DKR 1992 B 482, NINEA : 00 93 394 2G3
- 
- Les lettres d'invitation portent la mention « reçu le 05 Février 2014 » et le cachet des entreprises présélectionnées
  - Les offres reçues ont été au nombre de quatre (4), l'entreprise BT Services Techniques n'a pas soumissionné. Candidats ayant déposé une offre :
    - ✓ Platform Technologies : 19 717 358 F CFA TTC.
    - ✓ CFAO Technologies : 24 385 198 F CFA TTC.
    - ✓ Oumou Informatique : 20 841 160 F CFA TTC
    - ✓ Biss Multimédia : 14 613 966 F CFA TTC
  - Le fond de dossier contenant les offres des candidats nous a été présenté.
  - Les offres ont été ouvertes à la date du 13 Février 2014 à 16 heures par les membres de la commission des marchés. L'ouverture des plis a consisté à l'examen des pièces administratives et à la lecture des offres financières. Un délai de dix jours a été accordé aux soumissionnaires pour produire les pièces administratives manquantes. Un comité technique a été désigné pour évaluer les offres.
  - Le comité technique s'est réuni le 28 Février 2014 et a procédé à un examen détaillé des offres. Il ressort du rapport d'évaluation les résultats suivants :
    - 05 Ordinateurs, Oumou Informatique pour 5 203 800 F CFA TTC,
    - 01 Onduleur Triphasé à 30 Kva, Platform Technologies pour 6 432 534 F CFA TTC,
    - 01 Imprimante Laser Monocolor/Réseau/ Grand modèle, Oumou Informatique pour 1 935 200 F CFA TTC,
    - 11 Imprimantes Laser Color/Réseau/A4, Oumou Informatique pour 2 842 620 F CFA TTC,
    - 02 Scanners, Oumou Informatique pour 830 720 F CFA TTC.
  - Le comité technique avait fait ces propositions d'attribution sous réserve de la fourniture des pièces administratives manquantes :
    - Quitus fiscal pour Platform Technologies,
    - Quitus fiscal & Attestation de l'IPRES pour Oumou Informatique,
    - Attestation de l'IPRES pour Biss Multimédia.
    - La commission des marchés de la SICAP s'est réunie à la date du 11 Mars 2014 afin de procéder à l'attribution provisoire du marché.
    - Il a été constaté qu'Oumou Informatique a fourni ses pièces administratives manquantes, de même que Biss Multimédia.

- La commission a adopté les conclusions du comité technique, à l'exception de l'onduleur triphasé à 30 Kva qui a été attribué à CFAO Technologies, le deuxième moins disant, pour un coût de 8 589 021 F CFA TTC, pour la raison que Platform Technologies n'a pas fourni le quitus fiscal.
- Les notifications ont été adressées, à la date du 18 mars 2014, aux soumissionnaires ayant été retenus de même qu'aux soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues. Les lettres portent la mention « reçu le 19 Mars 2014 » accompagnée du cachet des entreprises.
- La DRP a fait l'objet de contrats avec CFAO Technologies et Oumou Informatique. Bon de Commande N°14060006 du 23/06/2014 adressé à Oumou Informatique Services pour 10 812 340 F CFA TTC. Bon de Commande N°14060007 du 23/06/2014 adressé à CFAO Technologies pour 8 589 021 F CFA TTC. Le contrat avec CFAO Technologies est daté du 18 Mars 2014. Le contrat conclu avec Oumou Informatique est daté du 08 Mai 2014. Les contrats entrent en vigueur à la date d'approbation par le Directeur Général de la SICAP SA et prennent fin à la fin de la période de garantie de l'ensemble des équipements livrés.
- Les bordereaux de livraison suivants ont été établis par Oumou Informatique :
- BL N°00007362 du 17 Juin 2014 : pour cinq (5) Lenovo Thinkpad T530, une (1) Lexmark Imprimante W850DN, onze (11) Imprimantes Laser Color 451NW.
- BL N°007598 du 04 Juillet 2014 : pour deux (2) Scanners Canon DR-C120 et deux (2) cables USB.
- BL N°007895 du 22 Juillet 2014 : pour cinq (5) sacs ordinateurs portables Targus 15.6 CN515EU.
- Le bordereau de livraison établi par CFAO Technologies, est daté du 27 Juin 2014 et porte le numéro 006720. Il est relatif à l'onduleur MGE Galaxy 3500. Un PV de réception des travaux, a été établi par CFAO Technologies à la date du 03 Juillet 2014, portant sur la fourniture et l'installation de l'Onduleur APC Galaxy 3500 – 30KVA.
- Il ne nous a pas été présenté les PV de réception établis par la SICAP
- Paiement par chèque Diamond Bank N° 6785808 d'un acompte de 5 000 000 F CFA à la date du 27 Aout 2014 pour le compte d'Oumou Informatique.
- Les prix du contrat nous semblent raisonnables
- La procédure de passation a fait l'objet de recours. Le grief soulevé par l'entreprise Biss Multimédia est qu'il ressort du PV d'ouverture des plis que son offre financière a été la moins disant.
- Un courrier N° SD/010/2014 a ainsi été adressé à l'ARMP pour recours à la date du 20 Mars 2014. La SICAP a également été saisie à la date du 21 Mars 2014 par courrier SD/011/2014.
- La SICAP a adressé un courrier N° 682 DINFO à l'ARMP à la date du 09 Avril 2014, dans lequel elle précise qu'à l'ouverture des plis l'offre de Biss Multimédia a été moins disant, du fait qu'il n'avait pas soumissionné pour deux (2) articles à savoir les cinq (5) ordinateurs portables et l'onduleur 30 KVA. Alors que les prix des offres qui ont été lus en séance d'ouverture pour chaque soumissionnaire représentaient le cumul des prix pour l'ensemble des cinq (5) articles.
- Il y a eu un décalage d'environ deux (2) semaines entre la date de la requête et la réponse de la SICAP. Le requérant a saisi l'ARMP en premier, avant de saisir l'autorité contractante. En effet la personne responsable du marché est tenue de répondre à la réclamation dans un délai de 5 jours ouvrables, au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux (art.88 du code). C'est à partir de ce moment que le requérant peut présenter un recours au Comité de

Règlement des Différents en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics (art.89 du code)

- L'ARMP a par décision N°078/14/ARMP/CRD du 02 Avril 2014 prononcé la suspension de la procédure de passation de la DRP portant sur la fourniture d'équipements informatiques. L'ARMP a adressé un courrier N°000705ARMP/CRD/DG/DFAT-cdf daté du 03 Avril 2014 à la SICAP dans lequel elle lui demande de lui transmettre le fonds de dossier afin qu'elle puisse se prononcer sur le dossier. L'ARMP a, par décision N° 104/14/ARMP/CRD du 16 Avril 2014, déclaré que le recours de Biss Multimédia n'était pas fondé et a ordonné la continuation de la procédure de passation du marché. Il y a eu un écart de 20 jours entre la date de réception de la requête de Biss Multimédia au secrétariat du CRD (27 mars 2014 N°094/14) et la date de la décision rendue par le CRD (16 avril 2014 N°104/14). Il est dit à l'article 91 du code que la décision du CRD doit être rendue dans les sept (7) jours ouvrables à compter de la réception du recours.

### **Recommandation :**

Il faut toujours établir un PV signé par les deux parties à la suite d'une réception

### **7.5.7 Marchés passés par ententes directes :**

Le nombre de marchés passés suivant la procédure d'entente directe (ED) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à un (01), représentant 0,54% en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2014.

- **Maintenance annuelle de l'ERP LOGIX**

<b>S-0842/14</b> <b>Support et Maintenance de l'ERP LOGIX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Souscrit le : 21 Mai 2014</b></li> <li>- <b>Approuvé le : 28 Mai 2014</b></li> <li>- <b>Notifié le : 12 Juin 2014</b></li> <li>- <b>Durée du contrat : 1 an</b></li> </ul>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
Support et Maintenance de l'ERP LOGIX	DEFI HIGH TECH, Liberté VI Extension Lot 16 Dakar-Sénégal, RC: SN DKR 2008B2634, NINEA: 28883472R2	7 248 268

- Le marché est indiqué dans le PPM qui a été transmis à la DCMP
- Le motif qui a été invoqué est l'exclusivité. En effet, la société française CGSI, editrice du logiciel, a désigné la société DEFI HIGH TECH, comme partenaire exclusif au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. L'ERP LOGIX étant un progiciel, aucune intervention ne peut être faite sur ses programmes sans l'intervention du représentant de l'éditeur.
- Le marché a été soumis à la DCMP pour autorisation.
  - Lettre SICAP N°771/DINFO du 24 Avril 2014,
  - Réponse DCMP N° 002423/MEF/DCMP du 08 Mai 2014,
  - Lettre SICAP N°862/DINFO du 13 Mai 2014,
  - Réponse DCMP N° 002591/MEF/DCMP du 16 Mai 2014
- Suite à la demande d'autorisation de la SICAP de passer un marché par entente directe, la DCMP avait demandé que le territoire couvert par la distribution exclusive soit précisé dans le contrat, préoccupation prise en compte au niveau de la première clause du contrat. La DCMP a, ainsi par courrier N° 002591/MEF/DCMP du 16 Mai 2014, émis un avis de non objection à la conclusion du marché, conformément aux dispositions de l'article 76, alinéa 1 a) du code des marchés publics.
- En référence aux dispositions de l'article 76 du décret précité, le prestataire accepte à l'article 5 du contrat :
  - de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations ;
  - et, à cet effet, de transmettre les informations financières et comptables devant permettre d'effectuer ledit contrôle.
- Il ne nous a pas été présenté de garanties
- Le marché a été approuvé par le Directeur Général de la SICAP SA conformément à l'article 30 du code des marchés publics. Le marché a été approuvé à la date du 28 Mai 2014.
- Il ne nous a pas été présenté de document relatif à la soumission à l'approbation
- Le marché a été notifié à la date du 12 juin 2014.
- Il n'a pas été fait mention de garanties dans le contrat.
- Les informations financières n'ont pas été fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe
- Des rapports d'intervention ont été établis pour la période allant du 28/05/2014 au 28/08/2014 et la période allant du 28/08/2014 au 28/11/2014. Ils sont signés par la Directrice de l'informatique et le Prestataire intervenant.
- Il n'y a pas d'écart entre la date des rapports trimestriels d'intervention et la date d'approbation du marché.
- Paiement par chèque DIAMOND BANK N° 6785603 du 07 Novembre 2014 à l'ordre de DEFI HIGH TECH pour un montant de 1 535 650 F CFA.
- Le contrat n'a pas fait l'objet de recours

***Recommandations :***

- Documenter la soumission à l'approbation du marché
- Veiller toujours en cas de marché passé par entente directe à ce que le titulaire fournisse les informations financières qui permettent de fixer le prix du marché en

application aux dépenses réelles une marge tenant compte des impôts et taxes et la marge bénéficiaire.

#### **7.5.8 Avenants :**

Durant la période de revue, aucun avenant n'a été passé par la SICAP S.A.

#### **7.5.9 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)**

La mission n'a noté aucun cas de fractionnements potentiels pour la gestion 2014

#### **7.5.10 Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :**

L'exécution du PPM par la SICAP S.A a fait l'objet d'un recours auprès du CRD de l'ARMP pour le marché « Fourniture d'Equipements Informatiques 2014 ».

La procédure de passation a fait l'objet de recours. Le grief soulevé par l'entreprise Biss Multimédia est qu'il ressort du PV d'ouverture des plis que son offre financière a été la moins disante.

Un courrier N° SD/010/2014 a ainsi été adressé à l'ARMP pour recours à la date du 20 Mars 2014. La SICAP a également été saisie à la date du 21 Mars 2014 par courrier SD/011/2014.

La SICAP a adressé un courrier N° 682 DINFO à l'ARMP à la date du 09 Avril 2014, dans lequel elle précise qu'à l'ouverture des plis l'offre de Bis Multimédia a été moins disante, du fait qu'il n'avait pas soumissionné pour deux (2) articles à savoir les cinq (5) ordinateurs portables et l'onduleur 30 KVA. Alors que les prix des offres qui ont été lus en séance d'ouverture pour chaque soumissionnaire représentaient le cumul des prix pour l'ensemble des cinq (5) articles.

Il y a eu un décalage d'environ deux (2) semaines entre la date de la requête et la réponse de la SICAP.

Le requérant a saisi l'ARMP en premier, avant de saisir l'autorité contractante.

En effet la personne responsable du marché est tenue de répondre à la réclamation dans un délai de 5 jours ouvrables, au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux (art.88 du code). C'est à partir de ce moment que le requérant peut présenter un recours au Comité de Règlement des Différends en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics (art.89 du code)

L'ARMP a par décision N°078/14/ARMP/CRD du 02 Avril 2014 prononcé la suspension de la procédure de passation de la DRP portant sur la fourniture d'équipements informatiques.

L'ARMP a adressé un courrier N°000705ARMP/CRD/DG/DFAT-CDF daté du 03 Avril 2014 à la SICAP dans lequel elle lui demande de lui transmettre le fonds de dossier afin qu'elle puisse se prononcer sur le dossier.

L'ARMP a, par décision N° 104/14/ARMP/CRD du 16 Avril 2014, déclaré que le recours de Biss Multimédia n'était pas fondé et a ordonné la continuation de la procédure de passation du marché.

Il y a eu un écart de 20 jours entre la date de réception de la requête de Biss Multimédia au secrétariat du CRD (27 mars 2014 N°094/14) et la date de la décision rendue par le CRD (16 avril 2014 N°104/14). Il est dit à l'article 91 du code que la décision du CRD doit être rendue dans les sept (7) jours ouvrables à compter de la réception du recours.

Cependant, la mission considère pertinente la décision n° 104/14/ARMP/CRD du 16 avril 2014 déclarant le recours de Biss Multimédia non fondé et ordonnant la continuation de la procédure de passation du marché.

**7.5.11 Constats relatifs à l'exécution financière :**

Le tableau ci-dessous donne l'exécution financière des marchés passés et exécutés par l'agence.

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paielements effectués				Total paiemen ts effectués	Solde
				Paielement 1		Paielement 2			
				Montant F.CFA	Mode de paiement	Montant F.CFA	Mode de paiement		
Direction Administrative et Juridique									
	Achat de téléphones portables et tablettes	BAOL EQUIPEMENT	3 500 000F	3 500 000	chèque de DIAMOND BANK N° 6785600 du 09/01/2015				0
		CONNECTEL	3 045 000	3 045 000	chèque de DIAMOND BANK N° 6785736 du 09/02/2015				0
Direction Informatique									
	Acquisition d'équipements informatiques	OUMOU INFORMATIQUE	10 812 340	5 000 000	chèque Diamond Bank N° 6785808 du 27 Aout 2014				5 812 340
		CFAO TECHNOLOGIES	8 589 021						8 589 021
	Maintenance annuelle de l'ERP LOGIX	DEFI HIGH TECH	7 248 268	1 535 650	chèque Diamond Bank N° 6785603 du 07 Novembre 2014				5 712 618



## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paielements effectués				Total paiemts effectués	Solde
				Paiement 1		Paiement 2			
				Montant F.CFA	Mode de paiement	Montant F.CFA	Mode de paiement		
Direction Technique									
	Choix du Bureau de contrôle pour le programme SICAPSC 3 VDN EXT 2	LABOSOL	11 866 375	2 966 594	Chèque N°6785737 du 09/02/2015				8 899 781 Le marché est toujours en cours d'exécution
	Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	Kounta Fall Entreprises	1 159 025 856						1 159 025 856 Les règlemts ne nous ont pas été présentés, les travaux sont en cours
	Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014	CENTRALE NEGOCE	100 000000	5 468 415					Le marché est toujours en cours d'exécution

**Revue des garanties*****Garanties de soumission***

Les deux marchés passés suivant la procédure d'AOO « Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces » et « Entretien du patrimoine immobilier de la SICAP pour l'année 2014 » ont fait respectivement l'objet d'une garantie de soumission de 40 000 000 F.CFA et 400 000 F.CFA pour chacun des trois lots. Ces garanties de soumission sont de 3% et 1% du cout prévisionnel respectivement. La mission s'est assuré que les garanties de soumission ont été conformes.

***Garanties de bonne exécution***

Seul le marché « Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces » a fait l'objet d'une garantie de bonne exécution pour un montant de 57 951 293 F.CFA. Soit 5% du prix du marché qui est de 1 159 025 856 F.CFA. Après vérification par la mission, cette garantie N°14/103529/CTP-BE du 27 Mai 2014) établie par la SONAC est conforme. Le marché étant en cours d'exécution au moment de la mission de revue, la mainlevée de cette garantie de bonne exécution n'était pas faite.

**7.5.12 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :****Sélection**

Le marché suivant a été proposé pour l'audit physique

Réf du marché	Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant F.CFA TTC
T1005/14	Réalisation du programme de SC3 VDN ext. 2 pour 87 logements de 4 pièces	Travaux	AOO	CENTRALE NEGOCE	100 000 000

**Travaux effectués**

Se reporter au rapport de l'audit physique.

**Résultats**

Se reporter au rapport de l'audit physique.

# **8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

**8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :**

Les recommandations formulées par la mission touchent :

- Dispositif organisationnel de la gestion des marchés
- Préparation des marchés
- Passation des marchés
- Exécution des marchés

A la suite des constats faits au cours de la revue, la mission formule les recommandations suivantes.

Le tableau ci-dessous fait l'économie des recommandations formulées au terme de la mission de revue.

Constats des non-conformités	Recommandations
<b>8.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés</b>	
Transmission tardive de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP (lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à ARMP)	La SICAP doit veiller à faire la transmission au plus tard le 5 janvier de l'exercice
<b>8.2 Préparation des marchés</b>	
Transmission tardive du PPM à la DCMP (PPM transmis à DCMP lettre N°020 du 06 janvier 2014)	La SICAP veillera à ce que cette transmission se fasse au plus tard le 1er décembre de l'exercice précédant
Il arrive que les directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité	La CPM doit toujours assurer le contrôle-qualité des dossiers de passation de marchés
<b>8.3 Attribution des marchés</b>	
Non respect du délai réglementaire d'approbation du rapport d'évaluation	L'approbation doit se faire dans les 3 jours ouvrables qui suivent la date de la décision de la commission des marchés (Art. 84.3 du nouveau code)
Délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation non respecté	La SICAP doit veiller au respect de ce délai
<b>8.4 Exécution des marchés</b>	
Il ne nous a pas été présenté de PV de réception établi par la SICAP (Fourniture d'équipements informatiques).	La SICAP veillera à dresser PV de réception des biens à la suite de chaque réception

<b>Constats des non-conformités</b>	<b>Recommandations</b>
Informations financières non fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe	Un marché passé par Entente directe doit être payé sur la base des dépenses contrôlées majorées d'un coefficient destiné à couvrir les frais généraux, les impôts et taxes ainsi que la marche bénéficiaire (Art. 18 du code)
Livraison antérieure à la commande : marché « Achat de téléphones portables et tablettes » <ul style="list-style-type: none"><li>• Le bon de commande N° 14120018 entre la SICAP et l'entreprise CONNECTEL d'un montant de 3 045 000 F CFA est daté du 29/12/2014 alors que le bordereau de livraison N°0241114 est du 02/12/2014</li><li>• Le bon de commande N° 14120015 entre la SICAP et l'entreprise BAOL EQUIPEMENTS d'un montant de 3 500 000F CFA est daté du 22/12/2014 alors que les bons de livraison sont datés entre le 16 et le 24 /10/2014.</li></ul>	Pratique à éviter

## **9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

RECOMMANDATIONS AUDIT 2012	EXISTENCE D’UN PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS		MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS		OBSERVATIONS
	OUI	NON	OUI	NON	
Dispositif Organisationnel					
Veiller à l’élaboration des rapports trimestriels.		X	X		
Veiller à faire signer la charte de transparence par tous les membres de la Commission et de la Cellule de passation de marchés et à archiver les chartes signées.		X	X		
Nous recommandons aux membres de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d’exécution des marchés publics afin de mettre à jour leur connaissance par rapport au CMP en vigueur.		X	X		
AOO					
Veiller à l’archivage exhaustif de tous les documents de marchés.		X	X		
Nous recommandons à La SICAP de transmettre les PV d’ouverture des offres et de matérialiser leur transmission.		X	X		
DRP					
Nous recommandons à la SICAP de veiller à inscrire la date de signature sur les contrats.		X	X		
Nous recommandons à la SICAP d’indiquer les noms de tous les candidats consultés sur les lettres d’invitation.		X	X		

La SICAP S.A a fait l'objet d'audit en 2012. L'AC n'a pas mis en place un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations de cet audit. Mais la Coordinatrice de la CPM fait à la suite de chaque audit une note de services à l'intention de ses collègues afin que ces derniers puissent prendre en considération les recommandations dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Ce qui a été fait à la lumière du tableau ci-dessus ;



# 10. Statistiques des anomalies

## 10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

L'analyse des statistiques des anomalies est faite sur la base des procédures de passation utilisées par l'AC :

- Entente directe ;
- DRP ;
- AOR ;
- AOO ;
- AMI

Elle retrace, également, les anomalies constatées dans la mise en place et le fonctionnement des organes de gestion de la commande publique au sein de l'AC.

Le tableau ci-dessous donne les statistiques des anomalies relevées par la mission.

Anomalies relevée	Statistiques		Observations
	Nombre	%	
<b>Entente directe</b>			<b>1</b>
<b>Préparation</b>			Aucune anomalie n'est notée par la mission
<b>Attribution</b>			Aucune anomalie n'est notée par la mission
<b>Exécution</b>			
Informations financières non fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe	1	100%	
<b>DRP</b>			<b>3</b>
<b>Préparation</b>			Aucune anomalie n'est notée par la mission
<b>Attribution</b>			Aucune anomalie n'est notée par la mission
<b>Exécution</b>			
Livraison antérieure à la commande	2	33%	

Anomalies relevée	Statistiques		Observations
	Nombre	%	
AOO			
Préparation			Aucune anomalie n'est notée par la mission
Attribution			
Délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation non respecté	1	50%	
Exécution			Aucune anomalie n'est notée par la mission
Organes de gestion des marchés publics			
Retard dans la transmission de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP	1	100%	

# ANNEXES

**ANNEXES :**

**1.1 Liste des marchés de la SICAP exécutés en 2014**

Rapport sur la Passation des Marchés – Période du 01/01/ au 31/12/2014.

Réf. PMI11	Objet du marché	Financement	Type de marché(2)	Mode de passation	Date				Titulaire	Montant	Immatriculation Numéro	
					Lancement	Attribution provisoire	Souscription	Approbation				
Direction Technique												
T-DT-014	Travaux SICAP Sacré- Cœur 3 VDN Extension 2	Fonds propres	Travaux	AO	06/01/2014	31/03/2014	23/05/2014	26/06/2014	KOUNTA FALL ENTREPRISES	1159025856 FCFA TTC	01/07/14 11005/14	
T-DT-019	Entretien du Patrimoine	Fonds propres	Travaux	AO	18/03/2014				Infructueux			
C-TD-022	contrôle pour le programme SICAP SC3 VDN Ext.2	Fonds propres	P.I.	DRP	19/05/2014	03/06/2014	12/06/2014	01/07/2014	SCAT INTERNATIONAL	11 866 375 FCFA TTC		
C-TD-023	Etudes géométriques pour le programme SICAP SC3 VDN Ext.2	Fonds propres	P.I.	DRP	19/05/2014	03/06/2014	10/06/2014	10/06/2014	LABOSOL	1 888 000 FCFA TTC		
T-DT-019	Entretien du Patrimoine Relance	Fonds propres	Travaux	AO	02/06/2014	22/07/2014	12/09/2014	25/09/2014	CENTRALE NEGOCÉ	100000000 FCFA TTC	02/10/2014 11725	
Direction Administrative et Juridique												
S-DAJ-001	Gardiennage des locaux	Fonds propres	Services courants	DRP	14/02/2014	25/02/2014			CSSA	13 876 800 FCFA TTC		
S-DAJ-002	Nettoyement des locaux	Fonds propres	Services courants	DRP	14/02/2014	25/02/2014			SDN /SECURITE SURL	11 894 400		
C-DAJ-025	Evaluation Mbaou Villeneuve	Fonds propres	Services	DRP	08/12/2014	15/01/2014						
F-DAJ-006	Achat de téléphones portables et tablettes	Fonds propres	Fournitures	DRP	28/08/2014	23/09/2014	15/10/2014 15/10/2014	27/10/2014 27/10/2014	BAOL EQUIPEMENT INFORMATIQUE CONNECTEL	Marché à commande		
Direction Informatique												
S-DINFO-010	Equipements informatiques	Fonds propres	Fournitures	DRP	05/02/2014	11/03/2014	08/05/2014 18/03/2014	12/05/2014 21/03/2014	ODMOU INFORMATIQUE CFAO TECHNOLOGIES	10 812 340 FCFA TTC 8 589 021 FCFA TTC		
S-DINFO-009	Maintenance informatique	Fonds propres	Prestations de services	DRP	18/02/2014	20/03/2014	26/03/2014 26/03/2014	01/04/2014 01/04/2014	BT SERVICES TECHNIQUES ABM TECHNOLOGIES NEUROTECH	2 512 400 FCFA TTC 1 711 000 FCFA TTC 7 339 630 FCFA TTC		
S-DINFO-012	Formations informatiques	Fonds propres	Prestations de services	DRP	04/02/2014	11/03/2014	18/03/2014	21/03/2014	SESAM INFORMATICS	1 416 000 FCFA TTC		
S-DINFO-008	Support des Licences Oracle	Fonds propres	Prestations de services	DRP	11/04/2014	06/05/2014	08/05/2014	22/05/2014	CATALYST BUSINESS SOLUTIONS	9 315 102 FCFA TTC		
S-DINFO-009	Renouvellement support LOGIX	Fonds propres	Prestations de services	entente directe	24/04/2014	16/05/2014	21/05/2014	28/05/2014	DEFI HIGH TECH	7 248 268 FCFA TTC	S-0842/14	

## 1.2 Réponses de l'autorité Contractante :

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante
<b>1.2.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés</b>		
Transmission tardive de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP (lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à ARMP)	La SICAP doit veiller à faire la transmission au plus tard le 5 janvier de l'exercice	La commission intègre des membres externes à la SICAP SA et leur nomination nous parvient tardivement. Nous allons nous conformer.
<b>1.2.2 Préparation des marchés</b>		
Transmission tardive du PPM à la DCMP (PPM transmis à DCMP lettre N°020 du 06 janvier 2014)	La SICAP veillera à ce que cette transmission se fasse au plus tard le 1er décembre de l'exercice précédant	Cette recommandation est déjà mise en œuvre.
Il arrive que les directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité	La CPM doit toujours assurer le contrôle-qualité des dossiers de passation de marchés	Nous allons nous conformer.
<b>1.2.3 Attribution des marchés</b>		
Non respect du délai réglementaire d'approbation du rapport d'évaluation	L'approbation doit se faire dans les 3 jours ouvrables qui suivent la date de la décision de la commission des marchés (Art. 84.3 du nouveau code)	Nous allons nous conformer.
Délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation non respecté	La SICAP doit veiller au respect de ce délai	Nous allons nous conformer.
<b>1.2.4 Exécution des marchés</b>		
Il ne nous a pas été présenté de PV de réception établi par la SICAP (Fourniture d'équipements informatiques).	La SICAP veillera à dresser PV de réception des biens à la suite de chaque réception	La réception des fournitures, services et travaux est réalisée à travers les Bons de Livraison (fournitures), les Rapports et Attestations de Services Faits (services), un Procès Verbal de Réception (travaux) ou par l'effectivité du paiement (assurance) ; toutes les fournitures livrées ont été réceptionnées et la

		réception est formalisée par des bons de livraison signés par la SICAP SA et le fournisseur.
Informations financières non fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe	Un marché passé par Entente directe doit être payé sur la base des dépenses contrôlées majorées d'un coefficient destiné à couvrir les frais généraux, les impôts et taxes ainsi que la marche bénéficiaire (Art. 18 du code)	on va se conformer même si l'article 5 du contrat de prestation relatif au marché par Entente Directe pose clairement les conditions de paiement des services conformément à l'article 18 du CMP.
Livraison antérieure à la commande : marché « Achat de téléphones portables et tablettes »	Pratique à éviter	La réception des fournitures matérialisée par les bons de livraisons relatifs à ce marché est consécutive à la notification du marché en date du 16/10/2014 ; cette réception est donc postérieure au contrat. Nous joignons à nos commentaires les copies des notifications. Les bons de commandes édités font partie de notre procédure interne de décaissement.



### 1.3 Réponses du Cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante :

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante	Réponses du cabinet
<b>1.3.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés</b>			
Transmission tardive de la liste des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP (lettre en date du 13 février 2014 avec ampliation à ARMP)	La SICAP doit veiller à faire la transmission au plus tard le 5 janvier de l'exercice		
<b>1.3.2 Préparation des marchés</b>			
Transmission tardive du PPM à la DCMP (PPM transmis à DCMP lettre N°020 du 06 janvier 2014)	La SICAP veillera à ce que cette transmission se fasse au plus tard le 1er décembre de l'exercice précédant		
Il arrive que les directions opérationnelles pour des questions d'urgence ne transmettent pas toujours les dossiers à la CPM pour contrôle qualité	La CPM doit toujours assurer le contrôle-qualité des dossiers de passation de marchés		
<b>1.3.3 Attribution des marchés</b>			
Non respect du délai réglementaire d'approbation du rapport d'évaluation	L'approbation doit se faire dans les 3 jours ouvrables qui suivent la date de la décision de la commission des marchés (Art. 84.3 du nouveau code)		
Délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation non respecté	La SICAP doit veiller au respect de ce délai		

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante	Réponses du cabinet
<b>1.3.4 Exécution des marchés</b>			
Il ne nous a pas été présenté de PV de réception établi par la SICAP (Fourniture d'équipements informatiques).	La SICAP veillera à dresser PV de réception des biens à la suite de chaque réception		
Informations financières non fournies par le titulaire alors que le marché a été passé par Entente directe	Un marché passé par Entente directe doit être payé sur la base des dépenses contrôlées majorées d'un coefficient destiné à couvrir les frais généraux, les impôts et taxes ainsi que la marche bénéficiaire (Art. 18 du code)		
Livraison antérieure à la commande : marché « Achat de téléphones portables et tablettes »	Pratique à éviter		